

Bulletin du FMI

RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES DU G-20

Le G-20 réaffirme son engagement à résorber la crise

15 octobre 2011



Le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie à Bercy, France. Les ministres du G-20 ont demandé au FMI d'envisager de nouveaux moyens de fournir des liquidités à court terme. (Photo: Charles Platiau/Newscom)

- M^{me} Lagarde prévient que d'autres risques planent sur l'économie mondiale
- Les discussions avancent quant aux modalités de renforcement du système monétaire international
- Le G-20 s'engage à ce que le FMI dispose de ressources adéquates pour assumer ses responsabilités systémiques

Soulignant l'urgence de la situation, M^{me} Christine Lagarde, Directrice générale du FMI, a déclaré que les perspectives de risques se sont assombries et les économies émergentes pâtissent déjà de la situation précaire qui prévaut dans les économies avancées.

Les pays du G-20, qui représentent plus de 80 % de l'économie mondiale, se sont réunis à Paris les 14 et 15 octobre sous l'égide de la présidence française du G-20, dans un contexte de tensions accrues sur les marchés financiers mondiaux, au moment où les dirigeants de la zone euro poursuivent les discussions sur la manière de régler résolument les problèmes de la dette souveraine qui ont placé l'Europe à l'épicentre de la crise de confiance actuelle.

Mettre fin à la contagion en Europe

Les ministres du G-20 ont [invité](#) la zone euro à prendre des mesures décisives pour relever les défis actuels au moyen d'un plan global comportant des actions supplémentaires destinées à maximiser l'impact de la Facilité européenne de stabilité financière (FESF). Les dirigeants de la zone euro ont pris l'engagement de s'employer à résoudre efficacement la crise lors de la prochaine réunion du Conseil européen, le 23 octobre.

Des mesures vigoureuses et crédibles d'assainissement à moyen terme permettront de rétablir la confiance et de créer l'espace nécessaire pour une croissance à court terme, selon la situation de chaque pays, a déclaré M^{me} Lagarde. Les pays mettant en œuvre des programmes d'ajustement devront bénéficier de l'appui de leurs partenaires.

M^{me} Lagarde a également souligné l'importance d'accroître la liquidité des banques pour éviter une aggravation des bouleversements économiques et atténuer les contraintes financières des établissements bancaires. Des volants de fonds propres sont nécessaires afin de résister à d'autres perturbations, de promouvoir la confiance et de relancer le crédit — ce qui permettra de doper la croissance et l'emploi, a-t-elle affirmé.

Renforcer le système monétaire international

Dans le cadre de son programme de travail, et en coopération étroite avec le G-20, le FMI étudie les moyens de renforcer le système monétaire international. À cet égard, les ministres du G-20 ont déclaré dans leur communiqué qu'ils sont en train de prendre des mesures concrètes pour bâtir un système monétaire international plus stable et plus résistant afin de contribuer à résorber les tensions actuelles et à promouvoir une stabilité à plus long terme.

S'agissant des [flux de capitaux](#), le G-20 a adopté des « conclusions cohérentes » pour orienter les pays dans la gestion de ces flux. Sur les marchés émergents en particulier, des flux importants et volatiles tendent à exacerber les cycles d'expansion et de récession. Le FMI a commencé à [réexaminer ces questions](#) peu après la reprise des flux vers les économies de marché émergentes au lendemain de la crise mondiale, en préparant des études et des analyses détaillées sur la façon d'utiliser les instruments de politique économique dont disposent les pays, y compris le contrôle des capitaux.

En outre, les ministres du G-20 ont salué l'amélioration récente de la qualité et de l'efficacité de la surveillance exercée par le FMI. Celui-ci est en train d'achever une étude approfondie de sa surveillance et formulera sous peu des recommandations dans plusieurs domaines, notamment sur les moyens d'améliorer sa capacité de détection et de signalisation des risques et d'assurer la franchise et l'équilibre du cadre de surveillance.

Les ministres du G-20 se sont mis d'accord sur des principes communs de collaboration entre le FMI et les [arrangements financiers régionaux](#) en Asie, en Europe et en Amérique latine. Ce travail fait partie des vastes efforts consentis par le FMI pour renforcer le [dispositif mondial de sécurité financière](#) en vue de remédier aux risques de crise inhérents à la complexité croissante des liens financiers et économiques entre les pays et les marchés.

Afin de contribuer à une approche plus structurée, les ministres du G-20 ont chargé le FMI d'envisager de nouveaux moyens d'accorder, au cas par cas, des liquidités à court terme aux pays confrontés à des chocs exogènes, y compris systémiques, en s'appuyant sur les facilités et les instruments existants. Ils ont donc exhorté le FMI à formuler des propositions concrètes en prévision du sommet de Cannes.

Des mesures de précaution et, en particulier, des lignes de crédit modulables, ont été mises en place suite à la crise déclenchée par Lehman Brothers. Telle est l'orientation que nous devons suivre, en privilégiant les liquidités à court terme et les ressources de précaution pour les victimes collatérales de la crise économique, a poursuivi M^{me} Lagarde.

Les ministres G-20 se sont engagés à veiller à ce que le FMI dispose des ressources adéquates pour assumer ses responsabilités systémiques, et ils ont exprimé leur intention d'en discuter à Cannes. Par ailleurs, ils ont demandé la mise en œuvre intégrale de la [réforme des quotes-parts et de la gouvernance](#) du FMI, décidée en 2010.

Le FMI a des programmes avec plus de 50 pays de par le monde et il a engagé plus de 325 milliards de dollars de ressources en faveur de ses États membres depuis l'éclatement de la crise financière mondiale. Sa nouvelle capacité de prêt s'établit actuellement à 385 milliards de dollars environ.

Des travaux sont en cours afin de définir une trajectoire d'élargissement du panier du [DTS](#), avoir de réserve international du FMI, sur la base des critères existants. Il s'agit, en particulier, de rendre ce panier plus représentatif de l'économie mondiale.